



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21748
13 septembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ARABE

LETTE DATEE DU 12 SEPTEMBRE 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU YEMEN AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre le texte d'une lettre qui vous est adressée par le Ministre des affaires étrangères de mon pays, M. Abd al-Karim Ali al-Iriani, dans laquelle il affirme que la République a pris les mesures nécessaires pour appliquer les dispositions de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité et expose de façon détaillée les conséquences qu'a pour la République du Yémen l'application de cette résolution.

Dans une lettre distincte adressée au Président du Conseil de sécurité, j'ai prié le Conseil de sécurité d'engager d'urgence des consultations en vertu de l'Article 50 de la Charte sur les conséquences qu'a l'application de la résolution 661 (1990) pour la République du Yémen.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Abdallah Saleh AL-ASHTAL

ANNEXE I

Lettre datée du 9 septembre 1990, adressée au Secrétaire général
par le Ministre des affaires étrangères du Yémen

1) J'ai l'honneur de vous informer que la République du Yémen, en tant que membre de la communauté internationale, a conscience du caractère obligatoire des résolutions du Conseil de sécurité. Son représentant au Conseil s'est déjà engagé à appliquer la résolution 661 (1990) du Conseil et je tiens à vous affirmer que la République du Yémen a pris les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions de ladite résolution.

2) Après avoir étudié et passé minutieusement en revue les effets qui découlent et découleront de l'application par le Yémen de la résolution susmentionnée, les autorités compétentes ont conclu qu'elle avait eu des effets négatifs sur l'économie nationale et avait été la cause directe pour le pays et ses habitants de difficultés économiques qui iraient en s'aggravant. Celles-ci peuvent être qualifiées de "difficultés économiques particulières" aux termes de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies. Permettez-moi à cet égard d'appeler votre attention sur l'étendue des relations qui unissaient notre pays avec l'Iraq et le Koweït et sur le degré de dépendance de l'économie yéménite tant à l'égard des activités de raffinage du pétrole iraquien et koweïtien que des envois de fonds des expatriés et des aides, dons et prêts octroyés au Yémen par les deux pays susmentionnés. On trouvera dans le mémorandum ci-joint des informations sur cette dépendance.

Mon gouvernement, tout en désirant sincèrement respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la Charte perçoit en même temps tout le poids des charges que fait peser sur le Yémen son application de la résolution 661 (1990), et demande donc officiellement par la présente lettre que le Conseil de sécurité engage d'urgence des consultations en vue de trouver une solution aux difficultés engendrées par l'application des mesures prévues au Chapitre VII de la Charte.

Le Ministre des affaires étrangères

(Signé) Abd al-Karim Ali AL-IRIANI

ANNEXE II

Mémoire concernant les effets économiques et financiers qu'ont pour la République du Yémen les restrictions imposées à ses relations économiques avec l'Iraq et le Koweït

Le présent mémoire expose les pertes économiques que le Yémen a subies et subira du fait de l'imposition de restrictions à ses échanges commerciaux et à ses transactions avec l'Iraq et le Koweït dans le domaine des services et le domaine financier.

Ces pertes se répartissent sous les rubriques ci-après :

Raffinage du pétrole iraquien et koweïtien dans la raffinerie d'Aden et facilités accordées au Yémen par l'Iraq et le Koweït dans le domaine du pétrole destiné à la consommation locale.

Subventions annuelles consenties par l'Iraq et le Koweït comme aide budgétaire.

Aide et dons pour financer des projets.

Exportations à destination de l'Iraq et du Koweït.

Prêts à des conditions avantageuses accordés par le Fonds arabe de développement économique et social et le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes.

Les transferts de fonds des Yéménites travaillant au Koweït et en Iraq.

Le rapatriement forcé des Yéménites expatriés au Koweït.

1. Raffinage du pétrole iraquien et koweïtien dans la raffinerie d'Aden et facilités accordées au Yémen par l'Iraq et le Koweït dans le domaine du pétrole destiné à la consommation locale :

Le Yémen a signé des accords avec l'Iraq et avec le Koweït pour le raffinage du pétrole dans la raffinerie d'Aden. Le fait de s'engager à ne pas raffiner le pétrole iraquien et koweïtien comme le prévoyaient les accords susmentionnés entraîne des pertes importantes que constituent le manque à gagner relatif aux recettes de raffinage et aux droits portuaires et le coût du chômage découlant de l'annulation des contrats ainsi que le coût des intérêts qui devront être payés du fait de la renonciation aux facilités accordées par l'Iraq et le Koweït en ce qui concerne le pétrole destiné à la consommation locale, ce qui représente des pertes se chiffrant à 39 994 675 dollars des Etats-Unis pour le reste de l'année 1990, et à 219 663 000 dollars des Etats-Unis pour 1991, compte tenu des accords conclus.

Nous tenons également à signaler qu'en vertu des accords signés avec l'Iraq et le Koweït, le Yémen devait raffiner en 1990 les quantités de pétrole ci-après :

Iraq : 2,5 millions de tonnes;

Koweït : 1 million de tonnes.

La quantité de pétrole iraquien et koweïtien à raffiner aurait dû passer en 1991 à 6 millions de tonnes puisque des contrats avaient déjà été signés avec l'Iraq au titre du raffinage de 5 millions de tonnes (dont 2,5 millions de tonnes essentiellement destinées à la consommation locale), étant entendu que le paiement devait s'effectuer un an après chaque livraison.

2. Contributions annuelles de l'Iraq et du Koweït au budget du Yémen

Le Yémen reçoit régulièrement chaque année de l'Iraq et du Koweït un appui financier au titre de divers postes de son budget. Cet appui se répartit de la manière suivante :

Iraq :

Cinquante millions de dollars des Etats-Unis par an, soit 25 millions de dollars des Etats-Unis pour le restant de l'année en cours. Le Yémen subira donc pour 1990 une perte de 25 millions de dollars des Etats-Unis et pour 1991 une perte de 50 millions de dollars des Etats-Unis.

Koweït :

Le Yémen reçoit chaque année du Koweït une subvention de 18 336 203 dollars des Etats-Unis qui vise principalement à appuyer les services universitaires, l'enseignement public et les services de santé. Ce montant est ajusté chaque année pour tenir compte de l'inflation.

3. Assistance et dons au titre de financement de projets

L'Iraq et le Koweït exécutent régulièrement chaque année divers projets au Yémen. Leurs engagements financiers pour les projets en cours se présentent comme suit :

Iraq :

Soixante-dix millions de dollars des Etats-Unis au titre de l'exécution du projet de construction d'un centre de conférence, d'un hôtel cinq étoiles et de grandes salles de réunion, ainsi que des services d'appui correspondants.

Koweït :

Huit millions six cent quarante-trois mille cinq cent cinquante-cinq dollars des Etats-Unis au titre de la construction, de la restauration ou de l'agrandissement d'hôpitaux.

4. Exportations

Les exportations de marchandises du Yémen (autres que le pétrole) représentaient en 1990 un montant de 201 millions de dollars des Etats-Unis. Il s'agissait pour l'essentiel de produits de l'agriculture et de la pêche. Quant aux exportations du Yémen vers l'Iraq et le Koweït, elles devaient représenter en 1990 100 millions de dollars des Etats-Unis. A la suite de la suspension des

exportations vers le Koweït et l'Iraq, on prévoit que pour les cinq mois restants de 1990, le manque à gagner du Yémen s'élèvera à 43 millions de dollars des Etats-Unis.

On prévoit en outre qu'en 1991 le volume de ces exportations aurait dû augmenter de 15 % à 20 % par rapport à 1990.

Cette forte contraction des exportations de marchandises aura de profondes répercussions sur la balance commerciale et sur l'activité économique. En outre, avec le retour des nombreux Yéménites qui travaillent au Koweït, le chômage qui est déjà élevé au Yémen augmentera encore plus.

5. Prêts de faveur du Fonds arabe de développement économique et social et du Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes

Le volume des crédits actuellement non utilisés au titre de projets en cours d'exécution et sur lesquels un accord définitif avait été conclu s'élève à 396 450 000 dollars des Etats-Unis. Ces crédits se répartissent de la manière suivante :

1) Le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes	108 000 000 dollars E.-U.
2) Le Fonds arabe de développement économique et social (dont le siège se trouve au Koweït)	288 450 000 dollars E.-U.
Total	396 450 000 dollars E.-U.

Il convient de signaler que les pertes effectives dépasseront les montants susmentionnés car la majorité de ces crédits représentent des contributions au coût de projets bénéficiant du financement de nombreux autres bailleurs de fonds et la perte des prêts des deux Fonds risque d'aboutir à celle des autres sources de financement.

En outre, il n'est pas tenu compte dans les chiffres ci-dessus des autres financements qui ont été convenus avec les deux Fonds mais pour lesquels les procédures constitutionnelles de ratification n'avaient pas été accomplies (pour certains projets, ces démarches étaient presque achevées).

6. Rapatriement des salaires des travailleurs yéménites

Les envois de fonds effectués par les travailleurs yéménites employés au Koweït représentaient un montant de 250 millions de dollars des Etats-Unis. Le tarissement de cette source de revenus portera un grave préjudice à la balance des paiements du Yémen. En outre, d'après les organes compétents, les événements récemment survenus dans la région provoqueront une diminution des envois de fonds effectués par les travailleurs yéménites d'autres Etats du Golfe laquelle se traduira par un manque à gagner d'au moins 150 millions de dollars supplémentaires.

7. Retour forcé des travailleurs yéménites du Koweït

Il y avait au Koweït environ 35 000 travailleurs yéménites. La plupart d'entre eux sont aujourd'hui rentrés au Yémen. Ce retour aggrave fortement le problème du chômage et crée un fardeau financier supplémentaire pour l'Etat qui doit assurer l'absorption de ces personnes et leur fournir une assistance pour compenser la perte de leur emploi.

L'Etat du Yémen ayant pris à sa charge le rapatriement de ses citoyens, ce retour occasionnera nécessairement de très grosses dépenses de transport.

Il ressort de ce qui précède que l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité causera à notre pays une perte économique directe d'au moins 1 milliard 384 millions de dollars.

A ces effets directs viendront s'ajouter tous les effets indirects liés aux préjudices économiques que nous avons évoqués plus haut. Il s'agit du ralentissement de l'économie nationale, en général, et des grosses difficultés que connaîtra notre balance des paiements en cette phase délicate de notre histoire caractérisée par de grosses difficultés et de gros fardeaux économiques. Ces pertes économiques se traduiront par une aggravation du chômage, l'interruption des projets en cours d'exécution et l'accroissement de leur coût ainsi que l'augmentation des charges pesant sur le budget de l'Etat et l'affaiblissement des relations économiques avec les pays voisins. Le coût de ces effets indirects est évalué à 300 millions de dollars.

L'économie yéménite ne pourra, sans appui extérieur, supporter le fardeau créé par l'imposition de l'embargo. La République du Yémen demande donc instamment à la communauté internationale d'adopter à son égard les mesures suivantes :

1. Fourniture du pétrole brut nécessaire pour assurer l'exploitation de la raffinerie d'Aden au niveau et dans les conditions prévus antérieurement;
2. Fourniture, à des conditions de faveur, du pétrole nécessaire à la consommation locale;
3. Octroi de subventions pour compenser la perte des dons qui provenaient de l'Iraq et du Koweït au titre de l'appui du budget et au financement des projets et de leur exécution;
4. Octroi de prêts de faveur à long terme pour garantir l'exécution des projets qui étaient financés par le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes et le Fonds arabe de développement économique et social;
5. Octroi de prêts de faveur et d'autres sources de financement en vue d'aider le Yémen à surmonter la grave pénurie de devises qu'il connaîtra à la suite de la diminution des envois de fonds des travailleurs yéménites et de la contraction des exportations ainsi que pour limiter les effets négatifs que cette situation aura sur le fonctionnement de son économie.